

Octobre 2018

Dr Mamadou Dimé

Dr Cheikh Tidiane Wade

M. Lancelot Soumelong Ehode

Les envois des migrants : un levier important pour un développement résilient aux changements climatiques dans les zones semi-arides du Sénégal

Messages clé

- **Associées aux transferts non-financiers (compétences, savoir-faire, technologies adaptées), les remises migratoires peuvent contribuer à des économies plus résilientes au changement climatique dans les zones semi-arides du Sénégal à travers la promotion d'activités de production moins vulnérables aux risques climatiques.**
- **Promouvoir l'investissement productif à partir des envois de fonds des migrants sur la base des potentialités des territoires permet de poser les bases de dynamiques d'autonomisation socioéconomique dans les zones semi-arides du Sénégal.**
- **L'État et les collectivités territoriales ont une mission-clef dans la promotion d'un tissu économique attractif dans les zones de départ des migrants. Une synergie de leurs actions est indispensable pour contribuer à la création d'une économie plus résiliente au changement climatique dans les territoires.**



1. Migrations et transferts dans les zones semi-arides du Sénégal

Les migrants sont des acteurs majeurs de développement dans les zones semi-arides du Sénégal dont la vulnérabilité est de plus en plus accentuée par le changement climatique. Leur contribution au développement de leurs communautés d'appartenance s'exprime avant tout à travers le volume et la régularité des transferts de fonds qu'ils effectuent. Les chiffres officiels les plus récents indiquent un montant de près 978 milliards de FCFA (soit environ 1,878 milliards de dollars américains) transférés par les Sénégalais de l'extérieur, soit 13,75% du PIB (BCEAO, 2015). Les transferts dépassent largement l'aide publique au développement et le volume des investissements directs étrangers.

La contribution des migrants ne se limite pas seulement aux envois monétaires, elle inclut également les transferts non financiers qui font référence aux innovations, aux capacités, aux compétences, au savoir-faire dont disposent les migrants et qu'ils peuvent réinvestir dans leurs communautés. Ces transferts non-financiers peuvent ainsi avoir un impact décisif dans des secteurs comme l'agriculture, l'élevage et la transformation des produits agricoles. Les transferts d'argent, de biens et de matériels des migrants sont susceptibles de contribuer à la modernisation des équipements et systèmes de production ainsi qu'à des gains de productivité dans ces secteurs. En plus, les migrants sont porteurs d'innovations, de technologies et de savoir-faire et ont acquis des compétences professionnelles, organisationnelles et une ouverture à la mondialisation, pouvant être valorisés dans le cadre du développement de filières socioéconomiques à partir des potentialités de leurs territoires d'origine.

Keur Mbir Ndao et Ndam Lo situés dans la zone des Niayes sont des illustrations éloquentes des incidences des transferts financiers et non-financiers dans le développement du maraîchage et de l'embouche réalisés par des migrants de retour qui se sont appuyés sur le savoir-faire acquis en travaillant dans des fermes agricoles en Italie pour développer de nouveaux modèles de production plus efficaces et plus en articulation avec les exigences d'une agriculture à la fois modernisée et durable. À Diawara et à Moudery ainsi qu'à Wendu Bosseabe qui sont des zones historiques d'émigration dans la vallée du fleuve Sénégal, les apports de capitaux des migrants ont contribué au financement d'activités agricoles (périmètres rizicoles). Des migrants de retour

y ont également développé avec succès des projets d'entrepreneuriat rural (fermes intégrées, arboriculture, aviculture, embouche bovine, sylviculture, transformation de produits agricoles, etc.).

C'est à l'échelle des territoires et, dans des zones géographiquement éloignées des grands centres urbains, que les effets des transferts des migrants dans les dynamiques de résilience au changement climatique sont les plus perceptibles. Les ressources monétaires y sont cruciales pour satisfaire les besoins de base des communautés dans un contexte où les changements climatiques ont concouru à éroder les activités de production dépendantes des ressources naturelles. Dans les zones agroécologiques du bassin arachidier et de la vallée du fleuve Sénégal, le changement climatique s'exprime surtout à travers une perturbation du cycle pluviométrique et une récurrence de phénomènes climatiques extrêmes (canicule, vents de sable). Ce qui ne manque pas d'affecter les activités de production. L'aptitude à faire face aux besoins immédiats de consommation est un élément primordial de la résilience des communautés. Mais, pour que ces dynamiques soient pérennes et susceptibles de permettre aux ménages et aux communautés d'encaisser les chocs et de pouvoir s'en relever, il est indispensable de faire des transferts des migrants des leviers de financement et de renforcement d'activités de production et de transformation des ressources locales.



© Les investissements des migrants créés des opportunités pour l'emploi des jeunes dans les zones de départ
Linguère (Louga)/Lancelot Ehode

Encadré 1 : Le projet Migrations, transferts et résilience au changement dans les zones semi-arides du Sénégal

Contexte et objectifs du projet

Cette recherche est réalisée dans le cadre du Programme Promouvoir la résilience des économies dans les zones semi-arides (PRESA) mis en œuvre par un consortium de recherche regroupant des institutions de recherche de 6 pays dont 4 en Afrique subsaharienne (Sénégal, Burkina Faso, Kenya et Tanzanie) et 2 d'Asie (Pakistan et Tadjikistan).

Ce programme global est décliné en plusieurs sous-projets de recherche dont celui dans le cadre duquel est réalisée cette étude. Son objectif est d'étudier les incidences des transferts et les contributions des migrants dans les dynamiques de résilience face au changement climatique dans la Vallée du fleuve Sénégal, dans le Bassin arachidier et dans la zone des Niayes.

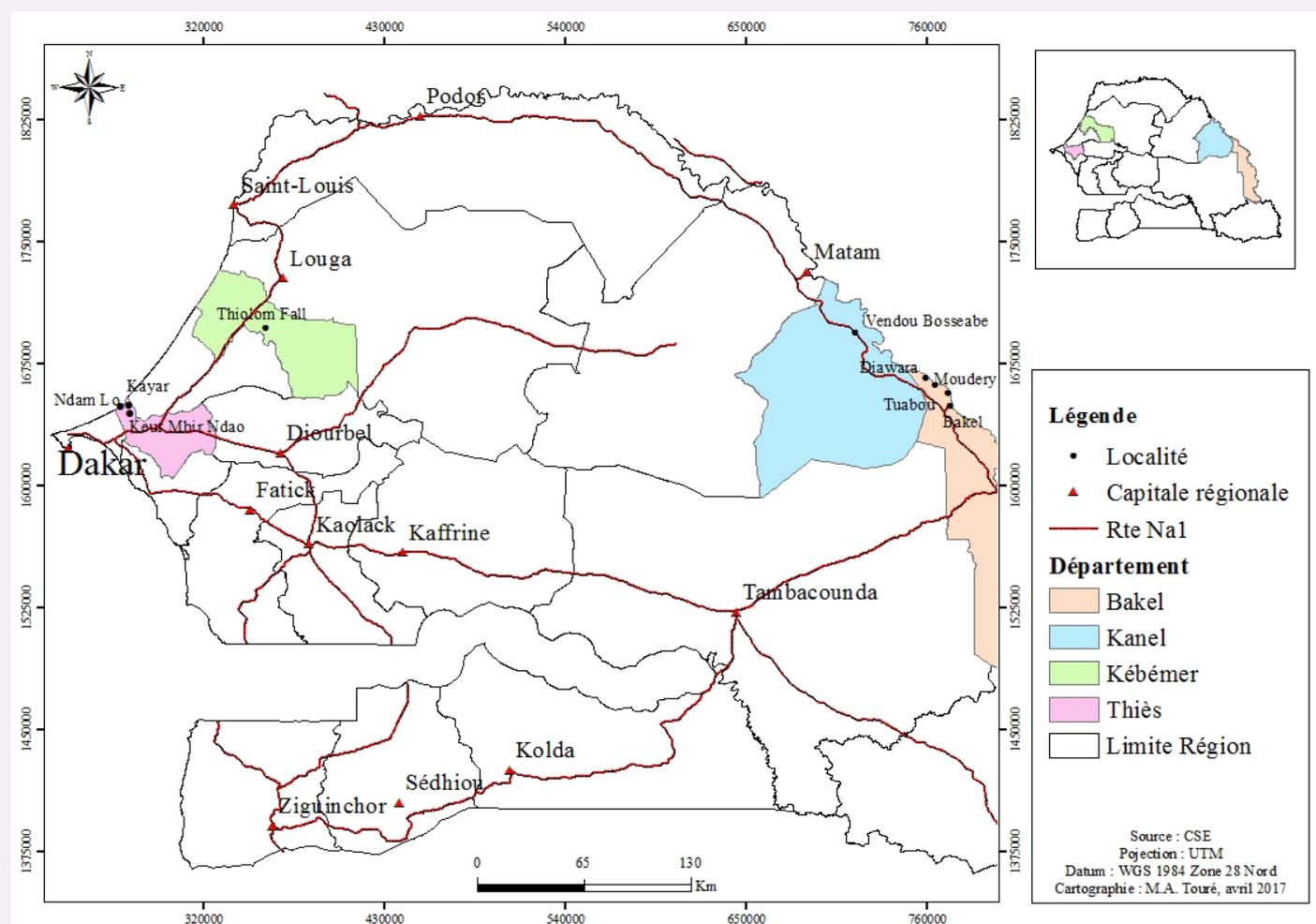
Démarche de recherche

La stratégie de recherche a consisté en un processus de co-construction de la démarche de recherche avec des parties prenantes formées de divers acteurs : institutions gouvernementales, élus locaux, secteur privé, migrants, parlementaires, société civile, etc.

Les zones d'étude ont été le vieux bassin arachidier (village de Thiolum Fall dans le département de Kébémér), la zone des Niayes (Ndam Lo, Keur Mbir Ndao) ; les terroirs soninke de la vallée du fleuve Sénégal (Tuabou, Diawara) et les terroirs pular de la vallée du fleuve Sénégal (Wendu Bosseabe).

Les outils utilisés sont le questionnaire (ménage et migrant), les entretiens de groupe, les entretiens individuels et les récits de vie.

Figure 1 : Zone d'étude



Source : Synthèse des auteurs

2. Orienter les transferts vers des projets productifs pour un effet de levier sur la résilience des ménages

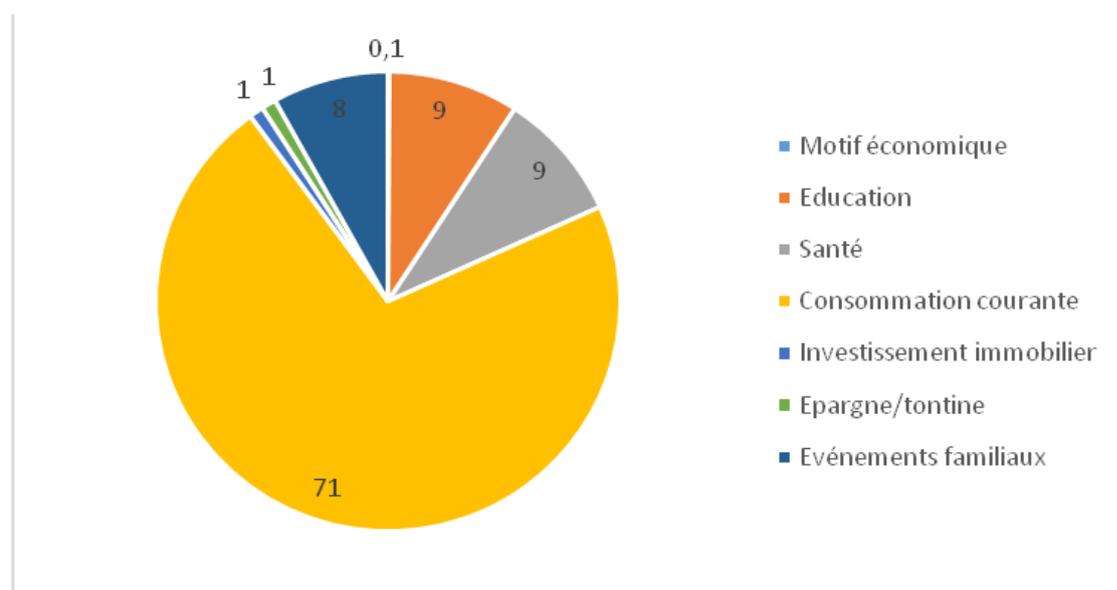
Les données d'enquête permettent de mettre en exergue les profils éclatés des migrants ainsi que la diversité des motivations au départ. Cependant, les vulnérabilités environnementales en tant que source de dégradation des conditions d'existence sont des facteurs importants de mobilité notamment dans la zone de la vallée du fleuve Sénégal. La zone des Niayes et le vieux bassin arachidier se démarquent comme des zones récentes de migration suite à l'intensification des contraintes écologiques à partir notamment des années 1990. La migration s'articule autour de réseaux familiaux, villageois et au sein d'appartenances territoriales et confrériques. Ces éléments favorisent une gestion communautaire des migrations, en ce qui concerne notamment le financement des départs, les expériences d'installation, le choix des zones d'installation en cas de retour, l'organisation des transferts depuis les lieux d'accueil constitués principalement par la sous-région ouest-africaine, l'Europe de l'Ouest (France, Italie et Espagne) et l'Afrique centrale.

Les transferts présentent les caractéristiques suivantes quant à leurs usages dans nos zones d'enquête : la prépondérance des dépenses de

consommation (71% des fonds transférés) et une faible proportion allouée aux investissements productifs dont l'essentiel est orienté vers l'immobilier et les activités commerciales. Les migrants font preuve ici d'un certain réalisme teinté de prudence en privilégiant des secteurs à plus forte rentabilité et où les risques peuvent être mieux maîtrisés et les possibilités de contrôle à distance de l'investissement plus aisées.

La confiance est une expression récurrente dans les discours des migrants interrogés car même si le désir de sortir des créneaux classiques de l'immobilier et du commerce s'exprime avec force, ils demeurent inhibés par leur manque de confiance aux personnes à qui ils devront déléguer la gestion de leurs investissements ainsi qu'aux structures institutionnelles avec qui ils devront interagir (administration, collectivités locales). Ainsi, travailler à rétablir la confiance des migrants par rapport aux opportunités d'investissement et aux dispositifs institutionnels d'appui aux niveaux national et territorial est un élément incontournable pour renforcer leurs capacités managériales et leur esprit entrepreneurial afin de vaincre leur frilosité.

Figure 1 : Usages des fonds transférés par les migrants dans les zones d'enquête du PRESA

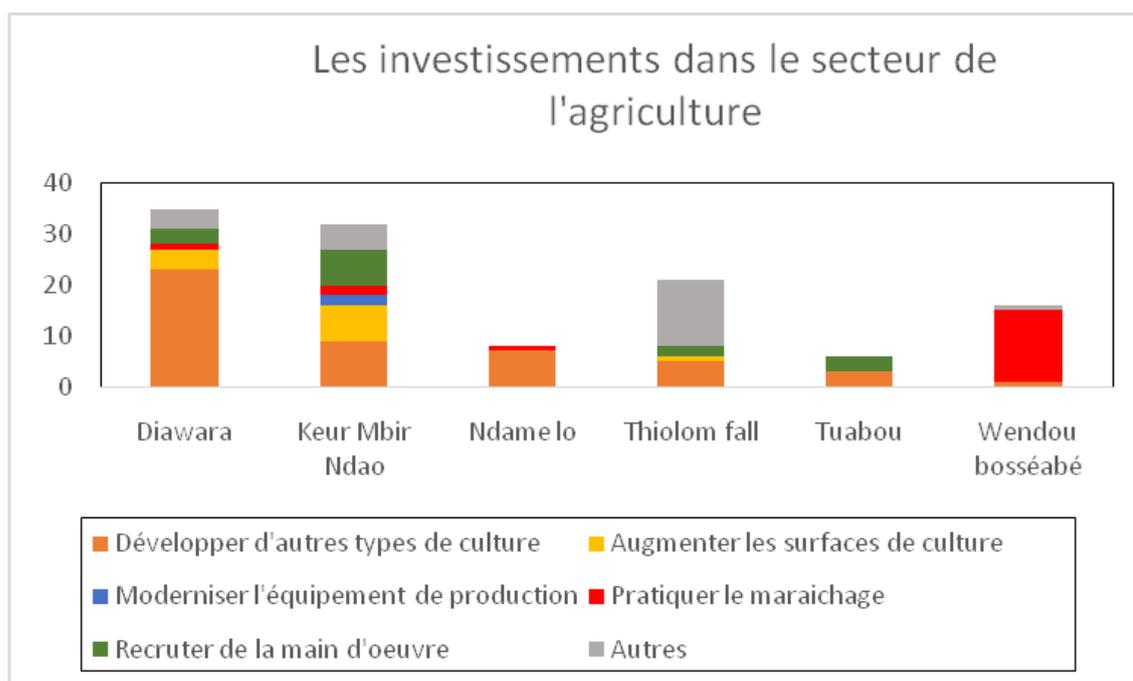


Source : Enquête PRESA, 2016-2017

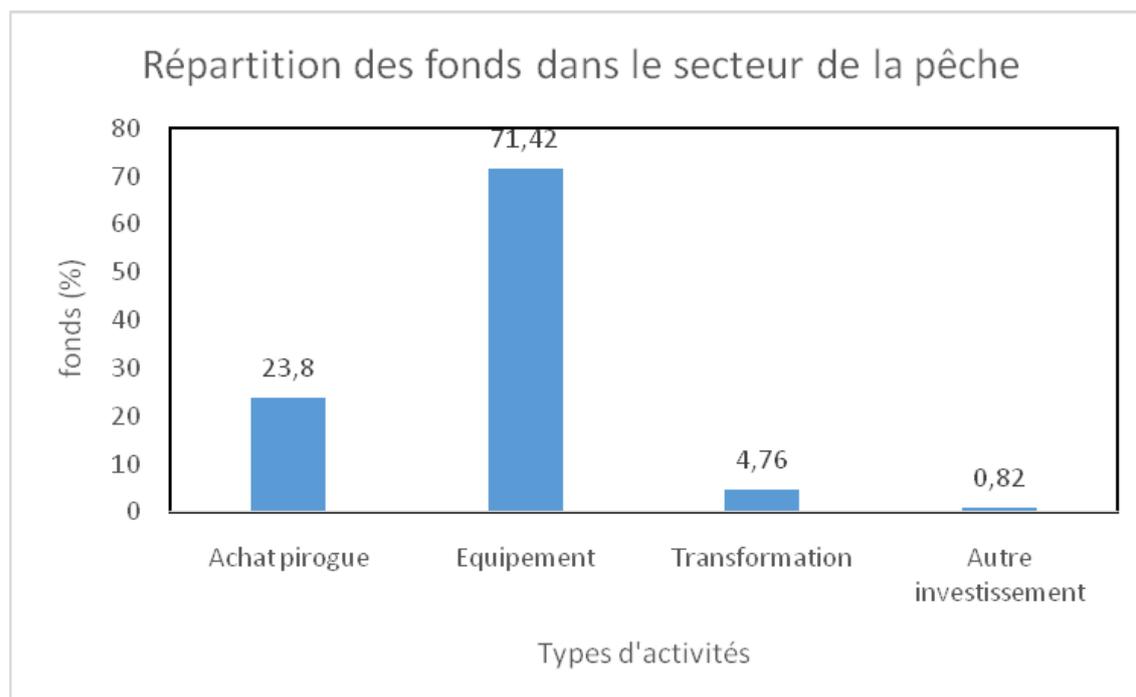
On observe actuellement l'avènement d'une prise de conscience chez les migrants des difficultés plus ardues dans les pays d'installation. Conjugée avec l'émergence de nouvelles opportunités d'investissements au Sénégal, ce changement est de nature à favoriser l'accroissement de migrations de retour notamment chez des migrants fortement motivés à revenir dans les territoires de départ pour développer des activités génératrices de

revenus. Dans ce contexte, les zones dotées de potentialités comme la zone des Niayes et la vallée du fleuve Sénégal sont aujourd'hui le réceptacle d'investissements faits par de migrants de retour et consistant en l'installation de fermes intégrées, la modernisation du matériel de production, la production rizicole et l'acquisition de pirogues et de moteurs pour la pêche.

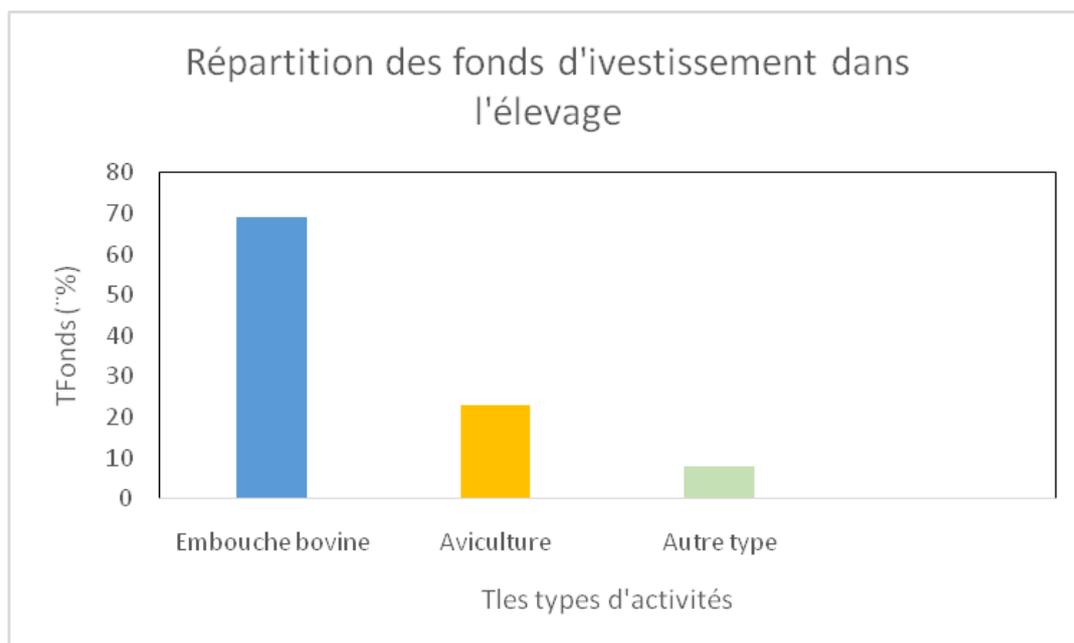
Figure 2, 3 et 4 : Quelques résultats de recherche sur les investissements des migrants dans divers secteurs productifs



Source : Enquête PRESA, 2016-2017



Source : Enquête PRESA, 2016-2017



Source : Enquête PRESA, 2016-2017



© Le commerce transfrontalier est la première source de revenus pour cette femme de migrant
Wendou Bosséabé/Lancelot Ehode

3. Recommandations pour les décideurs

Les transferts des migrants représentent, dans les zones semi-arides du Sénégal, des ressources précieuses pour la résilience des ménages face aux vulnérabilités accélérées par le changement climatique. Cette dimension a d'ailleurs été soulignée avec force dans la Politique nationale migratoire du Sénégal (PNMS) dont le pays vient de se doter . Basée sur une vision reposant une une conception positive des interactions entre migration, gouvernance et développement, la PNMS est articulée autour de recommandations qui épousent dans les grandes lignes les conclusions de notre analyse des liens entre transferts des migrants et résilience des ménages. Cependant, pour un effet optimal sur les dynamiques de résilience, il est indispensable que les remises des migrants servent de levier pour développer des activités économiques qui permettent de réduire la dépendance vis-à-vis des transferts, bref, il s'agit de faire des transferts des outils de se libérer des transferts. Pour ce faire, le rôle de l'État, des collectivités territoriales, des organisations internationales, de la société civile et des migrants eux-mêmes est décisif en termes de mise en cohérence des interventions et d'un environnement socioéconomique favorable mais surtout t'intégration de la migration dans les outils et processus de planification territoriale.

Recommandations à l'Etat

- démontrer une volonté politique très forte dans l'implication des migrants dans le développement du pays à travers l'adoption d'une politique nationale migratoire qui indique les orientations et les stratégies pour diriger les transferts de fonds vers des créneaux créateurs de richesses ;
- mettre en place des mécanismes et des dispositifs favorisant la mobilisation des transferts des migrants pour l'investissement productif en privilégiant une démarche centrée sur la concertation avec l'ensemble des acteurs concernés par les transferts de fonds ainsi que la valorisation des bonnes pratiques et des expériences réussies dans ce domaine ;
- inciter les institutions financières à développer des produits financiers adaptés aux besoins et aux profils des migrants tout en prêtant une attention spécifique à la question de la garantie qui est un obstacle de taille pour l'accès au crédit bancaire chez les migrants ;
- encourager les migrants et leurs associations à utiliser leur épargne pour le financement de projets économiques et sociaux par diverses mesures fiscales, réglementaires, administratives, etc. ;
- faciliter aux migrants l'accès à la terre puisque l'agriculture est considérée l'un des secteurs prioritaires et les plus rentables en matière d'investissement productif au Sénégal ;
- accorder une attention soutenue aux migrants de retour dont la réinsertion doit être davantage facilitée par la valorisation de leurs compétences et de leurs expériences et la mise en place de dispositifs institutionnels et financiers d'appui appropriés. Leur capital humain et leur esprit entrepreneurial combinés à la possession de capitaux économiques et de réseaux d'affaires dans les pays d'accueil leur confèrent des capacités d'innovation précieuses pour exploiter les ressources disponibles dans les territoires

et d'identifier des niches d'investissement attractives et plus résilientes au changement climatique ;

- promouvoir des programmes d'éducation financière auprès des migrants et de leurs familles pour des changements de comportement économique en matière d'utilisation de l'argent des transferts ;
- contribuer à la réduction des coûts des transferts de fonds.

Recommandations spécifiques aux collectivités territoriales

- faciliter aux migrants l'accès à la terre puisque l'agriculture est considérée l'un des secteurs prioritaires et les plus rentables en matière d'investissement productif au Sénégal ;
- considérer la migration comme un thème transversal dans les outils de planification territoriale mais également comme un enjeu crucial de développement territorial. Pour ce faire, s'appuyer sur les expériences réussies d'intégration de la migration et de participation des migrants aux processus de planification territoriale ;
- contribuer à la création d'un environnement attractif pour l'investissement productif des migrants dans les territoires à travers l'accès aux facteurs de production, des mesures incitatives de même que leur prise en compte dans les plans et stratégies d'investissement territorial pour orienter l'épargner des migrants vers la création d'entreprises et la valorisation des ressources disponibles dans les territoires ;
- adopter des projets et programmes suffisamment innovants pour contribuer à une reconfiguration du profil socioéconomique des territoires (nouveaux créneaux économiques adaptés, nouvelles opportunités, nouvelles potentialités, valorisation de ressources alternatives, etc.).

Références

- BCEAO, 2015. Impacts macroéconomiques des transferts de fonds des migrants dans les pays de l'UEMOA, Direction générale de l'Économie et de la Monnaie, Direction des Études et de la Recherche, Document d'étude et de recherche n° der/14/03.
- Wade C-T, Dimé M., Tandian A., Lancelot S-E, 2017. « Les migrants sénégalais, des acteurs de la résilience au changement climatique », revue AGRIDAPE, IED Afrique, p. 6-13, URL : http://www.iedafrique.org/IMG/pdf/agridape_numero_special_presa.pdf.
- Wade C-T, Dimé M., Tandian A., Lancelot S-E, 2017. État des lieux des liens entre migration, transferts et résilience au changement climatique au Sénégal, Rapport d'étude, IED Afrique, Programme PRESA, URL : http://www.iedafrique.org/IMG/pdf/etat-des-lieux-des-liens-entre-migration-transferts-et-resilience-au-changement-climatique-au-senegal_low_res.pdf.

PRESA

Innovation, Environnement, Développement
en Afrique (IED Afrique)
24, Sacré-Cœur III – BP 5579
Dakar Fann – SENEGAL
Tel. (221) 33 867 10 58
Courriel : contact@iedafrique.org

www.iedafrique.org

www.prise.odi.org

Recherche pour des futurs résilients au climat

Ce travail a été effectué dans le cadre de l'Initiative de recherche collaborative sur l'adaptation en Afrique et en Asie (IRCAAA), avec le soutien financier du Department for International Development (DFID) du Royaume Uni et le Centre de Recherches en Développement International (CRDI), Ottawa, Canada. Les opinions exprimées dans cet ouvrage sont celles de leurs auteurs et ne représentent pas nécessairement celles du Department for International Development (DFID) du Royaume Uni et du Centre de Recherches pour le Développement International (CRDI) du Canada ou, de son Conseil de gouverneurs.

Ce "Briefing" a été produit dans le cadre d'une série de documents préliminaires pour guider à long terme le programme de recherche du projet Promouvoir la Résilience des Economies en zones Semi-Arides (PRESA). PRESA est un projet de recherche multi-pays de cinq ans dont l'objectif est de générer de nouvelles connaissances sur la manière dont le développement économique dans les régions semi-arides peut être rendu plus équitable et résilient au changement climatique.



CARIAA
*Collaborative Adaptation Research
Initiative in Africa and Asia*



 **IDRC | CRDI**
International Development Research Centre
Centre de recherches pour le développement international

Canada